

Radio-Parizot·ment  
Télé-Sarkozy·ment  
Assez·de·boniments

Pour toutes et tous  
60 ans  
Taux 75%  
37,5 annuités  
\*

# Retraites

## Il faut gagner

Notre choix de société n'est pas celui du gouvernement.  
Nous demander de travailler plus longtemps pour des pensions toujours plus faibles est **une provocation**. **Tout faire pour l'empêcher est une priorité**.

Le Medef et le Gouvernement nous disent :

**«*Nous vivons plus longtemps, Vous devez cotiser et travailler plus longtemps !*»**

**Inacceptable**

Or, les questions du chômage et des salaires restent décisives pour le financement des retraites.

### **Quelle est la réalité ?**

- 60% des travailleurs sont hors emploi dès 58 ans,
- 24% des jeunes sont au chômage (10% pour l'ensemble de la population), et 23% de ceux qui travaillent sont à temps partiel
- Les femmes ont un taux d'activité inférieur de 10 points à celui des hommes, gagnent en moyenne 27% de moins, et sont de plus en plus contraintes au temps partiel.

**Exigeons un emploi et un salaire décent pour toutes et tous.**

**Travailler plus longtemps, est-ce la solution** quand la souffrance au travail se développe ?  
**Serons-nous condamnés à travailler jusqu'à l'épuisement** pour augmenter leurs profits ?

Faut-il augmenter les profits des actionnaires et des patrons  
ou créer des emplois et augmenter les salaires ?

## **Financer les retraites, c'est un choix politique,**

Les citoyens veulent se faire entendre.

**Ensemble, créons un front de riposte inédit, un front politique, social, citoyen et intergénérationnel gagnant qui porte une ambition pour toute la société.**

**Participons aux actions nationales et locales pour le progrès social, pour la défense et l'amélioration de nos retraites.**

**A l'initiative de l'intersyndicale CFDT-CGT-FSU-Solidaires-Unsa,  
Nous appelons à participer massivement à la mobilisation sur les retraites  
jeudi 24 juin à Paris,**

**Rejoignez le Collectif pour la défense des retraites de Houilles, Sartrouville et environs**

Collectif local, premiers signataires : des associatifs ( Attac...), des syndicalistes (FSU, Solidaires, CGT...), des militant(e)s politiques (FASE , NPA, PCF, PG, PS, VERTS, SAGA....) et des citoyen(ne)s sans appartenance.

contact : [defenseretraites-houilles-sartrouville@laposte.net](mailto:defenseretraites-houilles-sartrouville@laposte.net)

# Retraites : un oubli qui en dit long...

Quand on raisonne sur l'avenir des retraites, **on oublie** toujours que **le PIB progresse d'environ 1,6 % par an**, en volume, et donc qu'il **double, à monnaie constante, en 40 ans**.

C'est pourquoi nous avons pu multiplier par 4,5 les dépenses de pension depuis 1960.

## Pourquoi une information aussi déterminante est-elle censurée ?

Un simple calcul montre que ceux qui nous gouvernent nous prennent pour des demeurés. En effet :

– *si aujourd'hui 10 actifs produisent un gâteau de 100 et qu'ils ont à charge 4 retraités. C'est 14 personnes qui se partagent un gâteau de 100.*

*Ainsi la part de chaque personne est de (100 : 14) soit 7,14.*

- *Si dans quarante ans, 10 actifs produisent un gâteau de 200 et qu'ils ont à charge 8 retraités. Ce seront 18 personnes qui se partageront un gâteau de 200.*

*Ainsi la part de chaque personne sera de (200 : 18) soit 11,1.*

C'est limpide ! Il sera donc possible de financer des retraites au même niveau qu'avant leurs « réformes » à remonter le temps. **De plus, la part de gâteau restante pour l'investissement et l'élévation du niveau de vie sera bien plus importante en 2040 (en monnaie constante).**

## Pourquoi cet acharnement à détruire un système qui fonctionne bien ?

La politique du gouvernement et du Medef s'oppose de front au modèle social français, mis en place par le Conseil National de la Résistance (CNR) en 1945. L'objectif non avoué est clair :

*« La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952 sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du CNR » (dans Challenge du 4/10/2007 par Denis Kessler, ancien n° 2 du MEDEF).*

L'enjeu, c'est d'abord et avant tout, de casser la solidarité entre bien-portants et malades, actifs et retraités, jeunes et anciens. Détruire les solidarités qui fondent une société ouverte à toutes et tous pour promouvoir la concurrence entre les individus, une société pour quelques gagnants et une masse de perdants, une société d'exclusion et de division.

Leur « réforme » des retraites masque une volonté d'affaiblir les mécanismes de solidarité qui sont le fondement de la Sécurité Sociale, afin de faire évoluer les régimes de retraite vers des formes d'épargne individuelle, telles que les retraites par points ou par « comptes notionnels. » gérées par des assurances privées.

**Ainsi, la société serait dispensée de fixer des normes collectives accompagnant le progrès social, pour renvoyer tout à une responsabilité individuelle.**

Le système social français met en rage les hommes d'affaires et les financiers pour des raisons évidentes. **Il leur est impossible, par exemple, de réaliser des plus values « boursières » sur la part salariale qui paye notre retraite et notre santé.**

N'oublions pas que **ces cotisations sociales ne représentent**, ni de l'assistanat ni de la charité patronale comme le laisse entendre une venimeuse propagande, mais sont le fruit de notre travail, **notre salaire différé et socialisé.**

## L'enjeu des « réformes » : Faire main basse sur notre salaire différé.

Ils y sont cependant en partie parvenus : les réductions de cotisations patronales se multiplient depuis 2002 et atteignent déjà près de 30 milliards chaque année. (=le « déficit » annoncé !)

**Quelle part de ces 30 milliards est allée aux investissements productifs ?  
Combien d'emplois créés ? Quelle efficacité au regard des sommes englouties ?**